



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION  
DES COLLECTIVITÉS LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

PRÉFECTURE  
DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

BUREAU DE  
L'ENVIRONNEMENT  
ET DES AFFAIRES CULTURELLES

REF D.C.L.E. 3

Affaire suivie par :  
Mme Frédérique ANTON  
☎ 05.59.98.25.44  
☒ 05.59.98.25.92  
Frederique.ANTON@pyrenees-atlantiques.pref.gouv.fr

**ARRÊTE N° 07/IC/116  
MODIFIANT L'ARRÊTE N° 99/IC/153 DU 9 JUIN 1999  
RELATIF A LA DÉTERMINATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES  
POUR LA REMISE EN ÉTAT D'UNE CARRIÈRE A CIEL OUVERT DE CALCAIRE  
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE D'OLORON SAINTE MARIE  
LIEU DIT "Le Bager"**

**LE PRÉFET DES PYRÉNÉES ATLANTIQUES**  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le code de l'environnement et notamment son livre V - article L 511-1 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

VU ensemble la loi n° 94-588 du 15 juillet 1994 modifiant le code minier, le décret n°99-116 du 12 février 1999 relatifs à la police des carrières et le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 portant Règlement Général des Industries Extractives ;

VU le décret n°96-18 du 5 janvier 1996 et notamment son article 18 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 fixant le modèle d'attestation de la constitution de garanties financières prévue à l'article 23.3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

-2-

VU l'arrêté préfectoral n° 92/ENV/028 du 4 décembre 1992 autorisant l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de calcaire sur le territoire de la commune d'Oloron Sainte Marie au lieu dit "Le Bager" à la société d'exploitation des Ets LABORDE ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 99/IC/153 du 9 juin 1999 notifiant à la société d'exploitation des Ets LABORDE le montant des garanties financières calculé en fonction du phasage d'exploitation et du réaménagement

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 01/IC/475 du 12 novembre 2001 modifiant les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 92/ENV/028 susvisé ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 02/IC/295 du 20 juin 2002 fixant des prescriptions relatives aux vibrations d'une carrière à ciel ouvert de calcaire ;

VU la demande du 23 mai 2006, modifiée en dernier lieu le 13 novembre 2006, présentée par la société LABORDE, en vue de modifier le phasage des travaux et le montant des garanties financières de la carrière à ciel ouvert de calcaire sise au lieu dit "Le Bager" sur le territoire de la commune d'Oloron Sainte Marie ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées ;

VU l'avis favorable émis par la Commission Départementale de la nature, des paysages et des sites en formation spécialisée "Carrières" lors de sa réunion du 2 mars 2007 ;

**CONSIDERANT** que les conditions d'exploitation nécessitent la modification du phasage d'exploitation ainsi que l'actualisation du montant des garanties financières pour la remise en état de la carrière ;

**SUR** la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 -**

La société LABORDE SAS, dont le siège social est situé à PRECHACQ-JOSBAIG (64190) est autorisé à poursuivre l'exploitation de sa carrière, sous réserve de l'application des dispositions figurant aux articles ci-dessous et du respect des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 92/ENV/028 du 4 décembre 1992 modifié.

La carrière à ciel ouvert de calcaire exploitée sur le territoire de la commune d'OLORON SAINTE MARIE au lieu dit "Le Bager" est autorisée jusqu'au 4 décembre 2022.

La superficie autorisée est de 82 000 m<sup>2</sup>.

La quantité maximale annuelle autorisée à extraire est de 170 000 tonnes.

Les modalités d'exploitation et de remise en état sont fixées par l'arrêté préfectoral n° 92/ENV/028 du 4 décembre 1992 modifié et par le dossier de demande d'autorisation.

**ARTICLE 2 – GARANTIES FINANCIÈRES**

L'exploitant doit remplir l'obligation de constitution de garanties financières prescrite par l'article L 516.1 du code de l'environnement dans les conditions suivantes :

**2.1. - Montant des garanties financières**

L'exploitation visée par le présent arrêté est divisée en périodes quinquennales. Compte tenu du phasage d'exploitation et de réaménagements décrit au dossier et des conditions de remise en état fixées dans la demande initiale, le montant des garanties financières retenu à ce jour est égal au montant maximal, calculé par période quinquennale, nécessaire pour effectuer le réaménagement correspondant à la dite période. Ce montant est fixé à :

Phase	Période considérée	Montant de référence de la garantie financière (en euros TTC) <i>Pour l'établissement d'un acte de cautionnement, ce montant doit être actualisé suivant le dernier indice TP01 connu.</i>	Surface maximale à remettre en état durant la période considérée (en ha)
1		<i>Phase terminée</i>	
2	de la date du présent arrêté au 13 juin 2009	Cr = 107 938	S1 = 3,1296 S2 = 1,9977 S3 = 2,1778
3	du 13 juin 2009 au 13 juin 2014	Cr = 155 548	S1 = 2,9296 S2 = 4,1638 S3 = 1,8978
4	du 13 juin 2014 au 13 juin 2019	Cr = 66 384	S1 = 2,3710 S2 = 1,0700 S3 = 1,2728
5	du 13 juin 2019 au 4 décembre 2022	Cr = 35 242	S1 = 1,7720 S2 = 0,1144 S3 = 1,1528

**Le montant des garanties financières inscrit dans le tableau ci-dessus correspond au montant de référence qu'il convient de réactualiser selon les prescriptions de l'article 2.3.2.1 ci dessous.**

Le document attestant la constitution des garanties financières doit être conforme à l'arrêté ministériel du 1er février 1996 modifié par l'arrêté du 30 avril 1998, et indiquer dans son article 2 le montant maximum du cautionnement correspondant à la période concernée par le cautionnement mentionné dans le tableau ci-dessus.

En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme fixée dans le tableau ci-dessus en fonction de la période concernée. Notamment, le document correspondant doit être disponible sur le site de la carrière ou sur un site proche et l'inspecteur des installations classées peut en demander communication lors de toute visite.

## 2.2. - Augmentation des garanties financières

Toute modification de l'exploitation conduisant à une augmentation du coût de remise en état nécessite une révision du montant de référence des garanties financières.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à l'augmentation du montant des garanties financières doit être portée sans délai à la connaissance du préfet et ne peut intervenir avant la fixation du montant de celles-ci par arrêté complémentaire et la fourniture de l'attestation correspondante par l'exploitant.

## 2.3. - Renouvellement et actualisation des garanties financières

2.3.1. Compte tenu de la date d'échéance des garanties financières telle qu'elle figure au document transmis en début d'exploitation ou de la date d'échéance de tout document postérieur renouvelant ces garanties, et **au moins 6 mois avant cette date**, l'exploitant adresse au Préfet un nouveau document conforme à l'arrêté interministériel du 1er février 1996 susvisé, attestant du renouvellement et de l'actualisation éventuelle de ces garanties pour une nouvelle période.

2.3.2. Le montant des garanties financières fixé à l'article 2.1. ci-dessus est indexé sur l'indice TP 01 publié par l'INSEE. L'indice TP 01 de référence utilisé est l'indice 416,20, correspondant au mois de février de l'année 1998.

L'actualisation du montant des garanties financières en fonction de l'évolution de cet indice interviendra au début d'une nouvelle période quinquennale telle que définie à l'article 2.1 ci-dessus.

Dans les deux cas, l'actualisation des garanties financières sera faite à l'initiative de l'exploitant, sans que l'administration ait à le demander. Lorsque cette actualisation n'est pas prise en compte dans toute attestation de renouvellement de garanties financières qui se trouverait concernée, ou est prise en compte de façon insuffisante, ce document ne remplit pas les conditions visées à l'article 2.3.1 ci-dessus. Dans ce cas, l'exploitant peut faire l'objet de sanctions administratives et pénales prévues à l'article 2.5. ci-dessous.

2.3.2.1. Le montant des garanties financières est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 9 février 2004, selon la formule suivante :

$$C_n = C_r \times \frac{\text{Index}_n}{\text{Index}_r} \times \frac{1 + TVA_n}{1 + TVA_r}$$

$C_n$  = Montant actualisé correspondant au montant des garanties financières à provisionner et figurant dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières

$C_r$  = Montant de référence des garanties financières

$\text{Index}_n$  = indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution des garanties financières

5

*Index<sub>r</sub> = indice TP01 de février 1998 (416,20)*  
*TVA<sub>n</sub> = taux de TVA applicable au moment de la constitution du document*  
*d'attestation de la constitution des garanties financières*  
*TVA<sub>r</sub> = taux de TVA applicable en février 1998 (0,206)*

2.3.3. L'actualisation des garanties financières doit être faite à l'initiative de l'exploitant sans que l'administration ait à le demander. Lorsque cette actualisation n'est pas prise en compte dans toute attestation de renouvellement de garanties financières qui se trouverait concernée, ou est prise en compte de façon insuffisante, dans ce cas l'exploitant peut faire l'objet des sanctions administratives et pénales prévues à l'article 2.5 ci-dessous.

#### **2.4. - Appel des garanties financières**

Le Préfet fait appel à l'organisme de caution solidaire ayant fourni l'attestation de garanties financières :

➤ soit en cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté préfectoral en ce qui concerne la remise en état, après que la mesure de consignation prévue à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement ait été exécutoire

➤ soit en cas de disparition physique (personnes physiques) ou juridique (sociétés) de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

#### **2.5. - Sanctions administratives et pénales**

2.5.1. L'absence de garanties financières, par défaut de production par l'exploitant de l'attestation de garanties financières initiale ou l'attestation de renouvellement visée à l'article 2.3.1 ci-dessus, entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article 514.1.- I - 3° du Code de l'Environnement.

Conformément à l'article L 514-1 dudit Code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

2.5.2. Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relative à la remise en état constitue, après mise en demeure, un délit tel que prévu et réprimé par l'article L 514.11 du Code de l'Environnement.

### **ARTICLE 3 – ABROGATION DE PRESCRIPTIONS ANTERIEURES**

Les prescriptions du présent arrêté, à leur date d'effet, se substituent aux prescriptions imposées par l'arrêté n° 99/IC/153 du 9 juin 1999.

- 6 -

#### ARTICLE 4 – DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de 2 mois pour l'exploitant, et de 6 mois pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

#### ARTICLE 5

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie et pourra y être consultée par les personnes intéressées.

Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est déposée à la mairie où elle peut être consultée, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire d'OLORON-SAINTE-MARIE.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

En outre, un avis sera publié par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans tout le département.

#### ARTICLE 6 :

Le présent arrêté doit être conservé et présenté par l'exploitant à toute réquisition.

#### ARTICLE 7 :

M. le Secrétaire Général de la Préfecture,  
M. le Sous-Préfet d'Oloron-Sainte-Marie,  
M. le Maire d'Oloron-Sainte-Marie,  
M. le Chef de Groupe de la Direction régionale de l'Industrie, de la Recherche  
et de l'Environnement

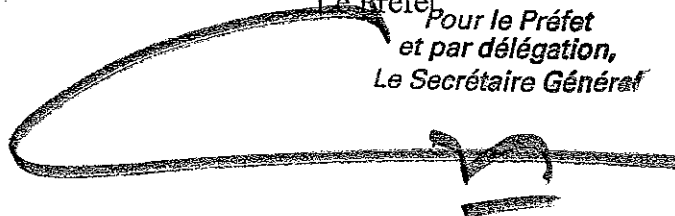
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- M. le Directeur de la Société LABORDE SAS
- M. le Directeur départemental de l'équipement
- M. Le Directeur régional de l'environnement.

Fait à PAU, le

**- 6 AVR 2007**

Le Préfet  
Pour le Préfet  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général



Christian GUEYDAN